

Démocratie

DES RÉPONSES PROGRESSISTES FACE AU POPULISME EN FRANCE

Chloé Morin

11/03/2019

Chloé Morin, directrice de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès, revient sur les différentes formes de populisme en France dans une contribution issue du groupe de travail piloté en partenariat avec la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), Policy Solutions, Das Progressive Zentrum, la Fondation Kalevi Sorsa et la Fondation Pietro Nenni et qui a publié différentes analyses par pays sur cette thématique à travers l'ouvrage intitulé *Progressive answers to populism*.

Retrouvez [ici](#) les éléments relatifs au groupe de travail

Retrouvez [ici](#) l'ouvrage *Progressive answers to populism* dans son intégralité

Introduction

Dans de nombreux pays, le terme « populisme » est utilisé avec tellement de connotations différentes que le concept même de populisme est devenu, comme l'explique Ernesto Laclau, quelque peu insaisissable. La France ne fait pas exception à la règle. Le mot « populisme » – un dérivé connoté négativement du terme noble « *populus* » ou « peuple » – est souvent utilisé pour discréditer des mouvements politiques considérés comme sortant du cadre du politiquement correct. Certains l'appliquent même au président français, Emmanuel Macron, ainsi qu'à Laurent Wauquiez, le président du principal parti français de droite, Les Républicains. Il est intéressant de noter que certains procédés qualifiés aujourd'hui de « populistes » – comme le fait de critiquer les médias, ou encore de proposer la tenue d'un référendum – ont par le passé été employés par des personnalités qui ont marqué durablement de leur empreinte la politique française contemporaine, telles que le Général de Gaulle, le fondateur de la V^e République. Alimentant la confusion autour de ce terme, certains leaders politiques se réclament ouvertement du populisme. C'est le cas de Jean-Luc Mélenchon, le dirigeant de La France insoumise (LFI), qui, s'inspirant largement du

concept de « populisme de gauche » de Chantal Mouffe, a inversé la connotation négative de ce concept pour en faire un signe d'appartenance au « peuple » et de son ambition de travailler « pour le peuple ».

La polysémie – ou l'« élasticité », comme l'appelle Jean-Pierre Rioux – du terme populisme met presque tous les intellectuels français d'accord. Sa définition fluctue. D'aucuns vont même jusqu'à dire que le populisme n'existe pas dans la culture politique française. Pour Annie Collovald, le terme est de plus en plus utilisé depuis les années 1980 en France comme un synonyme de démagogie ou d'opportunisme politique. Selon elle, ce terme en dit davantage de ceux qui l'utilisent que de ceux qu'il désigne. Elle établit un lien entre, d'une part, le fossé qui se creuse entre les grands partis politiques et les classes populaires et, d'autre part, l'utilisation accrue du terme « populisme » par ces grands partis, dans le but d'écarter ceux qui tenteraient de prendre en considération les classes populaires. Pour certains intellectuels, tels que Catherine Colliot-Thélène, le terme « populisme » constitue même un obstacle dans la compréhension de la complexité de ces mouvements politiques. D'autres, comme Emmanuel Todd, défendent l'idée que le populisme est historiquement incompatible avec la culture politique française : un tel concept n'est pas concevable dans le pays des révolutions de 1789, 1830, 1848, 1871 et 1936, étant donné que ces révolutions n'ont jamais eu pour objectif d'éliminer les élites de la bourgeoisie.

Certains historiens font toutefois remarquer que la France a connu des épisodes populistes au début du XX^e siècle, pour peu que l'on accepte, comme expliqué plus haut, que le terme dénote des idéologies, des valeurs et des stratégies électorales très différentes. Aujourd'hui en France, les populistes s'inspirent surtout des mouvements populistes à l'étranger, tels que des mouvements d'Amérique latine – une référence constante de LFI – ou des mouvements dans d'autres pays européens, notamment en Hongrie ou en Italie, dont s'inspire le Rassemblement national, ancien Front national (FN).

Pour Michel Winock, le Front national d'aujourd'hui et certains mouvements populistes du début du XX^e siècle présentent des similitudes : il s'agit d'un mouvement protestataire contre les élites [...] à commencer par les énarques [l'élite formée par l'École nationale d'administration (ENA), d'où sont sortis une grande partie des dirigeants politiques français, dont François Hollande et Emmanuel Macron], les intellectuels et les politiciens éloignés de la réalité populaire. Dans le cas du Front national, Michel Winock parle de « national-populisme », en ce sens qu'il s'agit aussi d'un mouvement identitaire, nationaliste, protectionniste, xénophobe, islamophobe et anti-européen.

Entre les années 1990 et le début des années 2000, l'étude du populisme en France s'est souvent concentrée sur la montée de l'extrême droite et ses conséquences. D'ailleurs, selon Jean-Pierre

Rioux, le terme « populisme » n'est revenu à la mode que dans les années 1980, pour décrire la montée du Front national de Jean-Marie Le Pen, qualifié de national-populiste par Pierre-André Taguieff. En outre, l'extrême gauche a longtemps stagné sous la barre des 10% aux élections législatives, grâce à la prépondérance d'un parti de centre gauche (le Parti socialiste) qui était parvenu à la maintenir en marge de l'échiquier politique en usant tour à tour de stratégies de cooptation ou d'isolement. C'est ainsi que, selon Michel Winock, le terme « populisme » a souvent été exclusivement utilisé pour désigner l'extrême droite en France. Si le populisme de gauche en France était « ouvriériste », le populisme de droite (souvent appelé extrême droite en France) était un populisme sans distinction de classe.

Toutefois, comme le fait remarquer Éric Fassin, la montée du populisme n'est plus interprétée de la même manière depuis quelques années : elle n'est plus seulement considérée comme une réaction raciste aux migrations de masse et au terrorisme ; elle est de plus en plus souvent interprétée comme une réaction aux politiques néolibérales, surtout dans le Nord de la France (comme c'est le cas dans la *Rust Belt* aux États-Unis ou dans les Midlands britanniques). Pour Jacques Julliard, depuis la Révolution française, une alliance entre « les masses » et la bourgeoisie, fondée sur une même idée du progrès, a aidé les partis de gauche à remporter des élections, et ainsi contribué à tenir à l'écart les mouvements populistes issus de la gauche. Mais la récente crise autour de l'idée du progrès a rompu cette alliance. La bourgeoisie ne voit plus ses intérêts – être ouverte à la mondialisation, à la mobilité, au multiculturalisme – comme semblables à ceux des classes populaires. Le besoin de protection sociale et culturelle des classes populaires a dès lors trouvé une réponse nouvelle et visiblement plus adaptée dans les mouvements populistes.

La plupart des intellectuels s'accordent aujourd'hui sur le fait que La France insoumise (extrême gauche) et le Rassemblement national (extrême droite) constituent les principaux mouvements populistes français. Pour la première fois dans l'histoire récente de la France, les dirigeants de ces deux mouvements ont tous deux été des candidats très solides lors de l'élection présidentielle de 2017. Certains mouvements mineurs, tels que Debout La France de Nicolas Dupont-Aignan, ou encore Les Patriotes de l'ancien stratège du FN Florian Philippot, peuvent aussi être considérés comme populistes. Leurs résultats électoraux restent néanmoins marginaux jusqu'à présent. Le présent article se concentrera donc sur La France insoumise et le Rassemblement national, mais il convient de garder à l'esprit que tous les mouvements politiques français présentent des caractéristiques populistes, que ce soit dans leur communication, leurs idées, leurs tactiques politiques, ou encore leurs stratégies.

Description des principaux partis populistes

L'histoire électorale et son influence sur l'ensemble du système politique français

Le Front national est considéré comme un acteur majeur de la politique française depuis son résultat très inattendu de plus de 10% aux élections européennes de 1984. Néanmoins, jusqu'à l'élection présidentielle de 2002, le Front national est resté un parti marginal sur le plan électoral, l'Assemblée nationale française ne fonctionnant pas par scrutin proportionnel. Le parti obtient en outre souvent des résultats assez médiocres aux élections locales, ses plus belles percées étant généralement réalisées lors des présidentielles (14,38% en 1988, 15% en 1995, 16,86% en 2002, 10,44% en 2007, et 17,90% en 2012). La seule exception à cette règle a été les élections européennes de 2014, lorsque le FN est devenu le « premier parti de France », avec 24,86% des suffrages.

L'émergence d'un parti populiste de gauche est un phénomène plus récent : en France, les populistes de gauche – l'extrême gauche, comme on les appelait alors – étaient maintenus en marge de l'échiquier politique depuis la chute du Parti communiste. Même si le Parti socialiste a longtemps dominé la gauche, lors de l'élection présidentielle de 2017, il s'est retrouvé derrière un autre parti de gauche, ce qui n'était plus arrivé depuis François Mitterrand (à l'exception des élections européennes de 2008, lorsque les Verts sont passés devant). Jean-Luc Mélenchon, un ancien socialiste qui a fait le vœu de détruire son ex-parti, est parvenu à attirer une part considérable des électeurs socialistes, sans pour autant perdre les partisans d'une gauche plus « extrême ».

Démographie électorale

Selon l'Institut français d'opinion publique (Ifop), en 2017, Marine Le Pen est parvenue à récupérer 14% de l'électorat de Nicolas Sarkozy de 2012, 6% de l'électorat de François Bayrou (figure du centre qui a rejoint les rangs d'Emmanuel Macron lors de la campagne de 2017) et 7% des électeurs de l'ancien président Hollande. C'est auprès des citoyens en âge de travailler, en particulier ceux à faible revenu (30% des employés, 39% des travailleurs manuels, 32% des personnes ne disposant pas d'un diplôme du supérieur), qu'elle a obtenu les meilleurs résultats. Nombre de ses partisans habitaient en zone rurale (26% des électeurs ruraux ont voté pour elle, contre 22% des électeurs urbains et 14% des électeurs parisiens). Elle a obtenu un score particulièrement faible auprès des classes supérieures (13%) et des personnes âgées.

Quant à Jean-Luc Mélenchon, il a attiré une part importante de l'ancien électoral socialiste (26% des électeurs de François Hollande en 2012) et des centristes (12% des électeurs de François Bayrou en 2012). Il a rallié à sa cause 27% des 18-34 ans, 25% des employés et travailleurs manuels et 23% des employés du secteur public. Contrairement à Marine Le Pen, c'est à Paris qu'il a obtenu son meilleur score (23%), avec des résultats répartis équitablement entre zones rurales et urbaines (20%). Il a également obtenu de meilleurs résultats que le FN auprès des électeurs aux revenus plus élevés (17% des électeurs à moyen et haut revenu). Il convient de noter que les électeurs de Marine Le Pen se distinguent par leur loyauté : au premier tour de l'élection présidentielle, elle a récupéré 80% de ses électeurs de 2012, contre 75% pour Jean-Luc Mélenchon. Dans les deux cas, ce résultat est bien meilleur que celui de tous les autres candidats : François Fillon n'est parvenu à conserver que 60% de l'électorat de Nicolas Sarkozy en 2012, et 75% des électeurs socialistes de 2012 n'ont pas voté pour le candidat socialiste de 2017, Benoît Hamon.

Un autre élément à prendre en considération est que si les électeurs de 65 ans et plus représentaient environ un quart de l'électorat d'Emmanuel Macron et de François Fillon, ils ne constituaient que 13,3% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon et 15,3% de ceux de Marine Le Pen. Cette incapacité des deux partis populistes à attirer les personnes plus âgées constitue leur principal problème politique depuis une dizaine d'années. Dès 2012, le « vote gris » a été utilisé comme un moyen de faire rempart contre l'insurrection populiste, en raison surtout des risques économiques liés au programme de Marine Le Pen (qui propose de quitter la zone euro) et de la posture anti-européenne et keynésienne (lourdement fondée sur les dépenses publiques) de Jean-Luc Mélenchon.

La chute du Parti socialiste

En septembre 2017, le Parti socialiste français de centre gauche a pris une décision très symbolique : après sa lourde défaite lors des élections présidentielle et législatives, il a annoncé qu'il devait se résoudre à vendre son siège historique. Situé rue de Solférino, à quelques pas de l'Assemblée nationale et du Musée d'Orsay à Paris, ce bâtiment avait été acheté par le parti en 1980, un an après que François Mitterrand est devenu le premier président socialiste de la République française. Cette décision a fait l'objet d'un débat houleux entre les socialistes – restants – et est devenue le symbole des difficultés du parti. Comment ce parti de centre-gauche, qui, encore en 2012, détenait la plupart des pouvoirs exécutifs dans les régions et départements et avait une majorité au Sénat ainsi qu'à l'Assemblée nationale (les chambres haute et basse du Parlement), a-t-il pu tout perdre en moins de cinq ans ?

Bien entendu, les raisons de la chute du Parti socialiste ne sont pas toutes circonstancielles. Tout a

commencé en 2002, avec la défaite de Lionel Jospin, Premier ministre sortant, à l'élection présidentielle, et l'incapacité du parti par la suite de se réinventer, de s'adapter à la mondialisation et de prendre le tournant du XXI^e siècle. Les socialistes ont obtenu de meilleurs résultats aux élections locales – régionales, municipales et départementales –, mais leur incapacité à accéder à la présidence entre 1995 et 2012 est un symptôme de leur déconnexion croissante des classes populaires et moyennes inférieures. Elle illustre également leur grande difficulté à tenir une stratégie politique claire, entre europhilie et euroscepticisme, responsabilité budgétaire et keynésianisme, ouverture et protectionnisme.

Outre ces tendances à long terme, la décomposition du socialisme s'est considérablement accélérée depuis fin 2016. Il y a d'abord eu la décision du président François Hollande – le « candidat naturel » des socialistes – de ne pas briguer un second mandat. Devenu extrêmement impopulaire, incapable de rassembler sa famille politique et menacé par les ambitions de son ancien protégé, Emmanuel Macron, le président a jugé préférable de laisser ses successeurs défendre son héritage et les idées de son parti pour l'élection présidentielle de 2017.

Enfin, la primaire socialiste a été remportée par Benoît Hamon, mais le jour de l'élection, au moins 75% des sympathisants socialistes n'ont pas voté pour le candidat socialiste et près de 60% des électeurs de François Hollande au premier tour de 2012 ont voté pour Emmanuel Macron. Quelque 42% des socialistes **ont voté** pour Emmanuel Macron, et 23% pour le populiste de gauche Jean-Luc Mélenchon.

Même si Benoît Hamon a insisté sur le manque de soutien de son propre parti lors de sa campagne, et en particulier sur la trahison de son ex-rival, Manuel Valls (qui a appelé les socialistes à voter pour Emmanuel Macron bien avant le premier tour), il est difficile de déterminer si ces éléments ont eu un impact significatif sur les résultats électoraux de Benoît Hamon. Les sondages montrent que la plupart des électeurs lui avaient tourné le dos dans les quinze jours suivant sa victoire aux primaires – alors qu'il se concentrait sur la constitution d'une alliance avec le parti marginal des Verts à défaut de parler aux électeurs – et dans les semaines suivant le premier débat télévisé. Encore aujourd'hui, Benoît Hamon – qui a quitté son parti en juillet 2018 pour créer son propre mouvement – affirme que le manque de soutien au sein de son parti a joué un rôle majeur dans son score humiliant de 6%.

Jamais le Parti socialiste français n'avait connu une déchéance aussi spectaculaire sur une si courte période. Le pourcentage d'électeurs se déclarant « sympathisants » du Parti socialiste est passé d'environ 16% en janvier 2017 à moins de 10%. Huit mois plus tard – en décembre 2018 – les chiffres n'avaient pas vraiment évolué.

L'attitude des électeurs

En vue de recenser les principaux moteurs du populisme en France, l'institut d'opinion Ifop a sondé trois groupes à l'automne 2018 :

- les partisans du populisme de gauche (La France insoumise) ;
- les partisans du national-populisme (Front national) ;
- les électeurs délaissant le Parti socialiste français au profit du populisme de gauche.

Il est ressorti de cette enquête que les populismes de gauche et de droite présentaient des similitudes en termes de vision du monde, mais qu'ils étaient radicalement différents sur d'autres aspects. Il est donc difficile d'imaginer la formation en France d'une coalition populiste de style italien.

En effet, les sympathisants de Jean-Luc Mélenchon, ceux de Marine Le Pen, ou encore les ex-socialistes, insistent tous sur ce qu'ils perçoivent comme les limites d'un système capitaliste dominé par les riches et les puissants. Les trois groupes mentionnent surtout l'inéquité et les inégalités croissantes, qu'il s'agisse de l'accès aux services, des impôts, ou de la manière dont sont appliquées les lois et réglementations – rigoureusement pour les plus précaires, et avec souplesse pour les plus riches. En outre, ces groupes partagent la même méfiance à l'égard de la politique et des dirigeants, qu'ils perçoivent comme étant déconnectés, préoccupés par leurs seuls intérêts, carriéristes et incapables de comprendre les problèmes des gens ordinaires.

Ils ont tous le sentiment qu'il est de plus en plus difficile de vivre dans la société française actuelle et que les libertés – comprises au sens large, comme la liberté de faire des choix, de s'exprimer et de faire sa vie sans être accablé par des règles, les impôts et le déterminisme social – sont de plus en plus limitées.

Au-delà de ces tendances communes, il existe des différences idéologiques très marquées entre les trois groupes, et en particulier entre les populistes de gauche et ceux de droite. Tandis que les électeurs du Front national adhèrent à des théories conspirationnistes, accusant souvent les migrants et les musulmans de l'insécurité économique, culturelle et physique des citoyens, les électeurs de l'extrême gauche ne blâment presque jamais les immigrés et les musulmans, préférant s'attaquer au libéralisme économique, à l'individualisme et à l'irresponsabilité des riches et des puissants.

Il convient de noter que les anciens électeurs de François Hollande et les électeurs actuels de

Jean-Luc Mélenchon s'accordent sur presque tous les points : ils blâment la mondialisation économique, la financiarisation, et ils restent relativement ouverts aux autres peuples, cultures ou religions. Dans ce sens, les populistes de gauche sont plus proches de la gauche traditionnelle que des populistes d'extrême droite.

Si l'on divise en deux catégories les électeurs de ces trois groupes, avec les électeurs du Front national d'un côté et ceux de Jean-Luc Mélenchon – qu'ils soient d'anciens socialistes ou non – de l'autre, deux visions très différentes du monde émergent :

- Les électeurs du FN sont très demandeurs d'une protection et ils expriment le souhait d'un retour à un passé glorieux, à une culture préservée et à des valeurs qu'ils estiment affaiblies par la mondialisation et l'immigration. Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon sont quant à eux très en demande de partage, de solidarité et d'ouverture.
- Dans le sillage des attaques terroristes de Paris et de Nice, il existe une tension importante entre le besoin de sécurité des électeurs du FN et leur aspiration à plus de liberté (liberté d'expression contre le « politiquement correct », liberté vis-à-vis des impôts, des règles et des contraintes). À gauche, la tension se situe plutôt entre le désir de liberté (dans le sens d'« être libre pour construire sa vie ») et les contraintes économiques au quotidien (pauvreté, imposition, pouvoir d'achat, chômage).
- Tandis que les deux groupes expriment leur frustration due à ces tensions, ils ne désignent pas du tout les mêmes coupables : les électeurs du FN imputent cette tension à la « menace » que représentent pour eux les musulmans/les migrants (entre lesquels ils ne font pas de distinction), alors que les électeurs de Jean-Luc Mélenchon l'attribuent au culte de l'argent, à la financiarisation et à la libéralisation déréglementée.
- Dans le cas du FN, la dynamique est clairement nativiste, avec le désir de préserver une identité et de rétablir des règles et des frontières. Pour les populistes de gauche en revanche, la dynamique se caractérise par le désir de changer de modèle/paradigme économique, en vue de rétablir la cohésion et une sorte de but commun. Cohésion et amélioration des relations entre les individus d'un côté, ordre et protection face au monde extérieur de l'autre.
- En ce qui concerne la solidarité, si les deux groupes réclament plus de justice sociale, les électeurs du FN accusent l'« assistanat » (des aides de l'État données sans condition aux migrants ou à des individus non méritants, et non aux natifs, perçus comme des citoyens qui travaillent dur), tandis que les électeurs de Jean-Luc Mélenchon accusent les actionnaires (« la finance dirige le monde ») et les élites du pouvoir (le leader de La France insoumise a réintroduit le terme « oligarques » pour les désigner). Les électeurs du FN font donc la distinction entre les « vrais » et les « faux » pauvres, alors que les électeurs de LFI estiment

que la principale tension à l'origine de la fracture dans la société se situe entre les « ultrariches » et le reste de la population.

- L'Union européenne (UE) est vue par les électeurs du FN comme une menace à la souveraineté nationale, même si la tentation de quitter l'Union est plutôt modérée par rapport à ce qui s'est vu au Royaume-Uni. Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon voient quant à eux l'UE comme une coquille vide technocratique, qui n'écoute pas les gens ordinaires et a perdu de vue les valeurs de ses pères fondateurs.

Les différences idéologiques entre ces deux groupes sont nombreuses, mais l'une d'entre elles prend le dessus : la question de l'identité. Les électeurs du FN sont fiers de leur identité – leurs racines, leur histoire, leur culture, leurs valeurs et parfois même leur ethnie et leur religion –, ils parlent souvent ouvertement de cette identité et de la manière dont les étrangers la pervertiraient. Les populistes de gauche, quant à eux, ont tendance à éviter le sujet, soit parce qu'ils sont très ouverts et conscients de constituer une minorité avec une vision ouverte de la citoyenneté dans la population française, soit parce qu'ils craignent d'être mis dans le même sac que les « racistes » du Front national.

Pour les électeurs du Front national, la nation est extrêmement importante, avec son histoire, ses valeurs et ses ancêtres. Un livre de Philippe de Villiers – un homme politique controversé de la droite française – consacré à Clovis, le premier roi à avoir uni toutes les tribus de Francs au sein d'un seul royaume au V^e siècle, a rencontré un franc succès et illustre la glorification des figures héroïques. On entend parfois au sein de ce groupe des références à « la terre » et au « sang » (avec cette idée de pureté). Selon ces électeurs, la nationalité ou la citoyenneté ne peuvent et ne devraient pas être facilement acquises. Les électeurs de LFI se réclament eux aussi de certains symboles nationaux, tels que le drapeau ou la langue française, mais ils ont tendance à faire référence à des symboles moins émotionnels et controversés. Leur conception de la nationalité est clairement plus inclusive et indique qu'ils sont des électeurs de gauche avant d'être des populistes sur ce sujet.

L'immigration s'inscrit au cœur de la question de l'identité. Surtout depuis le début de la « crise migratoire » en Europe, l'immigration fait office de catalyseur, renforçant les dynamiques déjà en place et donnant un nouveau sens à des enjeux précédemment distincts et en apparence non liés.

Les électeurs du FN voient les migrations comme la cause profonde des difficultés économiques et des problèmes d'identité et de sécurité. Toute leur idéologie s'articule autour de cette menace perçue. Les migrants sont leurs boucs émissaires et la cause de tous les maux – la décadence tant individuelle que collective. Les électeurs n'ont que très peu ou pas d'empathie pour les migrants ;

afin de se montrer « plus politiquement corrects », ils affirment souvent être disposés à les aider, mais seulement dans leur pays d'origine.

Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon parlent, quant à eux, de l'immigration principalement en des termes moraux et ils se sentent coupables du traitement infligé aux migrants et aux réfugiés en France. Certains sont véritablement en colère contre ce qu'ils considèrent comme l'inaction du gouvernement, alors que d'autres sont plus nuancés, car ils souhaiteraient accueillir plus de monde, mais ils sont convaincus que la France ne dispose pas des ressources nécessaires pour intégrer ces migrants correctement.

Cette séparation nette entre le populisme de droite et de gauche en France est confirmée par **les données** recueillies par l'Ipsos et le Cevipof, qui montrent que la convergence idéologique et la porosité électorale entre les soutiens de LFI et ceux du Front national sont très limitées. En effet, seuls 7% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon en 2012 ont voté pour Marine Le Pen en 2017. Sur le plan idéologique, les divergences sont plutôt frappantes :

- Les électeurs de Marine Le Pen sont clairement déclinistes – 47% d'entre eux sont convaincus que la France est engagée dans un déclin irréversible –, alors que ceux de Jean-Luc Mélenchon refusent d'envisager un avenir aussi morose.
- Les électeurs de Marine Le Pen déclarent s'inspirer de plus en plus dans leur vie des valeurs du passé, quand tel n'est le cas que de la moitié des Insoumis.
- L'immigration et l'islam semblent être à l'origine des divergences les plus radicales entre les deux groupes :
 - Seuls 30% des électeurs de LFI estiment qu'il y a trop d'immigrés dans leur pays, contre 95% des électeurs du FN.
 - En outre, 58% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon jugent l'islam compatible avec les valeurs de la République française, contre seulement 9% des électeurs de Marine Le Pen.
- Les deux groupes présentent par ailleurs des cultures politiques différentes : les électeurs du FN sont bien plus en demande d'autorité – 98% d'entre eux sont d'avis que la France « a besoin d'un vrai chef pour remettre de l'ordre ». 87% d'entre eux sont favorables au rétablissement de la peine de mort, contre seulement 18% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon. La méfiance des électeurs de Marine Le Pen à l'égard de la démocratie est plus prononcée : 55% des électeurs du Front national estiment qu'un autre système pourrait fonctionner aussi bien que la démocratie, contre 25% des électeurs de LFI.
- Il existe aussi des divergences sur les questions sociales et économiques : si les deux groupes estiment que la protection sociale et la redistribution des richesses constituent une

priorité, 59% des sympathisants de LFI, contre 10% des sympathisants du Front national/Rassemblement national, pensent que la France devrait davantage s'ouvrir au monde. 88% des électeurs de LFI, contre 44% des électeurs du FN, souhaitent que la France conserve l'euro comme monnaie, et 59% des électeurs de LFI, contre 17% de ceux du FN, estiment que l'appartenance de la France à l'Union européenne est une bonne chose.

Stratégies pour les progressistes : comment faire face au populisme

Les données recueillies pour cette analyse – tant qualitatives que quantitatives – tendent à montrer qu'en dépit de ce qu'affirment Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen ou Emmanuel Macron, le clivage populistes/progressistes n'a pas totalement annihilé le clivage gauche/droite. Même si les mouvements populistes ont clairement un avantage aujourd'hui, et si la dynamique est de leur côté, ils trouvent la plupart de leurs électeurs parmi les populations marginalisées ou les abstentionnistes, et pas tellement parmi les plus modérés qui soutenaient l'ancien gouvernement de gauche (bien que Jean-Luc Mélenchon soit parvenu à attirer de nombreux socialistes lors de l'élection présidentielle, les intentions de vote pour les élections européennes et sa cote de popularité semblent indiquer qu'il les a perdus, même si les socialistes ne sont pas parvenus à les récupérer).

En matière de stratégie, il s'agit d'un fait encourageant, avec la disparition – à court terme du moins – de la perspective d'une « union populiste », qui formerait clairement une majorité. Les progressistes peuvent en conclure qu'il reste des points communs entre les populistes de gauche et les modérés du centre gauche (les sociaux-démocrates). Reste à savoir si ces points communs seraient suffisants pour former une nouvelle plateforme idéologique.

Mettre au point une stratégie défensive

La première conclusion à tirer de cette vue d'ensemble des dynamiques populistes en France est qu'il serait très difficile pour les progressistes, voire impossible à court terme, de récupérer les électeurs des mouvements populistes de droite. Comme en attestent les résultats électoraux de Marine Le Pen, les électeurs du FN sont plutôt fidèles, et même s'ils ont des doutes sur la capacité à diriger de Marine Le Pen depuis sa piètre performance lors du débat qui l'a opposée à Emmanuel Macron, ils ne sont pas prêts à voter pour des progressistes, car ils ne partagent pas leurs valeurs fondamentales.

Il ne faut pas pour autant ignorer les propositions des populistes de droite, en particulier lorsqu'elles convergent avec les priorités de la majorité. En effet, les questions de l'immigration et de la sécurité ne constituent pas une priorité pour les citoyens de gauche – ils ne placent pas ces enjeux en tête de leurs critères pour les élections, contrairement aux électeurs de droite et d'extrême droite –, mais cela ne veut pas dire qu'ils ne s'y intéressent pas. L'immigration constitue clairement un enjeu pour les électeurs de la gauche, en ce sens qu'ils sont attachés à la cohésion sociale, et qu'ils craignent que la mauvaise intégration des nouveaux résidents – tant sur le plan social qu'économique – donne lieu à des tensions sociales. La plupart de ces électeurs sont ouverts, mais pas nécessairement adeptes du multiculturalisme : ils veulent que les migrants s'intègrent, qu'ils aient des droits, mais aussi des devoirs envers la communauté, qu'ils parlent français et qu'ils partagent les valeurs du pacte social français (égalité, liberté, laïcité et fraternité).

Les progressistes ont commis une erreur magistrale en tentant de faire fi de cet enjeu politique important à la fin des années 1990. Lorsque Lionel Jospin était Premier ministre, le sentiment d'insécurité a été interprété à tort comme un simple « sentiment » qui ne correspondait pas à une insécurité réelle. Mais depuis que Jean-Marie Le Pen a accédé au second tour de l'élection présidentielle en 2002, les socialistes ont compris que mettre de côté un enjeu majeur (choisir de simplement « ignorer » les populistes) n'était pas la bonne manière d'y faire face, et ils ont adapté leurs politiques et leurs discours en conséquence. La question de l'immigration place aujourd'hui les progressistes face à la même hésitation sur le plan stratégique : devraient-ils s'en tenir à leurs valeurs – ouverture, humanité – au risque de perdre des électeurs, devraient-ils se montrer plus pragmatiques et reprendre les positions plus dures de la droite, ou devraient-ils éviter de choisir entre ces deux options en ignorant ces questions autant que possible ? L'option pragmatique a été testée par Manuel Valls, qui a ouvertement critiqué la décision de la chancelière allemande, Angela Merkel, d'ouvrir les frontières en 2015. Mais cette prise de position s'est soldée par une immense désillusion au sein de sa propre majorité et a ouvert la voie à la montée d'Emmanuel Macron, qui a séduit la gauche en adoptant un discours bien plus ouvert sur l'immigration, du moins en 2016 et début 2017.

Dans tous les cas, l'immigration, l'insécurité, la place de l'islam dans la société et la question de l'« identité » sont des sujets très importants pour la plupart des Français, même s'ils sont secondaires pour les électeurs de la gauche. Pour l'avenir des progressistes, il apparaît nécessaire de trouver un moyen de les aborder sans se contenter de copier les positions de la droite. Les progressistes devraient être en mesure de démontrer qu'il est possible de « vivre ensemble » pacifiquement, et pas seulement « les uns à côté des autres » (communautarisme) ou « les uns contre les autres ». Ils devraient être capables de montrer que pour aboutir à la cohésion sociale, il n'est pas nécessaire de demander aux immigrés d'oublier leurs racines et d'abandonner leur

religion. La clé est de démontrer que dans certaines conditions – l'apprentissage de la langue, le partage des valeurs fondamentales –, il est possible que chacun trouve sa place dans la société française, sans qu'il ne faille exclure des groupes spécifiques.

Adopter un point de vue tranché sur la question ne permettra pas d'attirer de nouveaux électeurs (et pourrait être considéré comme une stratégie plus défensive que conquérante), car les électeurs qui ne votent qu'en fonction des positions sur l'immigration ou la sécurité préféreront toujours les propositions plus dures, mais cela aurait au moins le mérite d'éviter que davantage d'électeurs passent à droite.

Miser sur les valeurs et les priorités communes

La deuxième conclusion à tirer de la présente étude est que les progressistes ont une marge de progression pour ce qui est des anciens socialistes passés dans le camp de Jean-Luc Mélenchon (ou d'Emmanuel Macron) lors de la dernière élection présidentielle. Des points communs – soulignés plus haut – existent toujours et devraient offrir une base pour la reconstruction d'une plateforme politique de gauche.

Pour insuffler une nouvelle dynamique, les progressistes devraient donc partir des préoccupations et des valeurs partagées par l'ensemble des électeurs de la gauche :

- L'idée que les élites – les administrations, les partis politiques, les dirigeants des grandes entreprises – ne comprennent pas les citoyens, se soucient davantage de faire progresser leur carrière que de servir les citoyens, et qu'il faudrait changer le « système ». Cette idée devrait toutefois être appréhendée avec précaution : comme le montre le cas d'Emmanuel Macron, il est peut-être possible de remporter une élection en s'appuyant sur ce concept « anti-élite », mais en renforçant l'argument selon lequel « tout est pourri », à long terme, on contribue à créer une société qui aspire à des dirigeants puissants, et donc potentiellement des populistes.
- La nécessité d'une plus grande réglementation de l'économie, en particulier dans le domaine des finances (internationales), et de plus de protection, en particulier au travail (équilibre entre vie professionnelle et vie privée, burn-out, emplois de qualité).
- L'idée que la France devrait accueillir les personnes qui fuient les conflits et la violence dans leur pays, une idée qu'il conviendrait de renforcer.
- Le besoin de justice sociale, d'une redistribution des richesses des plus riches vers les plus pauvres, et de lutter contre les inégalités croissantes.
- Placer le changement climatique au cœur de toutes les politiques, afin d'amorcer un véritable

changement de paradigme dans le domaine économique et social (changer la manière dont nous produisons, consommons, nous déplaçons et vivons).

- Les électeurs de la gauche, qu'ils soient populistes ou non, représentent la minorité de Français qui croient encore que le progrès – économique, social, technologique – est possible, qu'un avenir meilleur est envisageable et que des politiques appropriées pourraient « changer la vie » (le slogan de François Mitterrand dans les années 1980). Ce ne sont ni des partisans du *statu quo* ni des électeurs conservateurs.

Imposer un programme et mettre au point un discours

Ignorer certains enjeux ne constitue probablement pas la stratégie la plus adéquate face aux populistes, car elle donne l'impression que les progressistes sont déconnectés de la vie réelle ou qu'ils méprisent les citoyens. Toutefois, prendre en compte les priorités des électeurs populistes ne devrait pas revenir à copier les discours des populistes, à collaborer avec eux ou à les coopter. Des partis de la gauche comme de la droite ont tenté cette approche à divers degrés par le passé, et seul Nicolas Sarkozy a réussi à attirer une part substantielle des électeurs du FN en 2007 – cette stratégie n'a plus fonctionné pour les campagnes de 2012 et 2017. Les autres tentatives ont toujours échoué et contribué à consolider les partis populistes sur le long terme, en donnant l'impression qu'ils avaient eu raison avant tout le monde. Ceux qui ont lancé ces tentatives infructueuses ont renforcé la crédibilité des populistes en empruntant leurs discours et leurs solutions ou en les aidant à définir les questions prioritaires en plaçant leurs arguments au centre du débat public.

Il faut donc comprendre que se pencher sur les enjeux et les priorités des populistes – en particulier des populistes de gauche – ne revient pas à les copier, mais bien à trouver un moyen progressiste de traiter ces problématiques.

Suite à leur expérience au pouvoir entre 2012 et 2017, les socialistes français ont tiré plusieurs enseignements, et en particulier le suivant : les hommes et femmes politiques devraient présenter un discours global et attrayant, une vision du monde convaincante et une direction à suivre pour le pays. En l'absence d'un tel discours, les socialistes au pouvoir ont donné l'impression qu'ils n'avaient pas tant « changé la vie » (le slogan de François Hollande, « Le changement, c'est maintenant ! », a été conçu en écho à celui de François Mitterrand, « Changer la vie ») que maintenu le *statu quo*. Ils sont apparus comme tentant de maintenir l'ordre dans les finances publiques, au prix d'augmentations considérables des impôts pour les classes moyennes, et François Hollande a semblé préserver le *statu quo* en Europe, au détriment toutefois des intérêts de la France et du peuple français.

Cette capacité à créer un discours clair, compréhensible et ambitieux va de pair avec la capacité de définir un programme propre aux progressistes. Il est clair que les populistes dirigent actuellement l'agenda politique et qu'ils occupent une place prépondérante dans les médias – sur les questions de l'immigration, de la sécurité, de l'identité –, ce qui joue en leur faveur (les électeurs les considèrent comme plus crédibles sur ces questions), tandis que les modérés des deux côtés sont souvent obligés d'adopter une position défensive. Dans la perspective du déploiement de leur discours, les progressistes devraient mettre au point des tactiques leur permettant d'imposer leur programme, de susciter le débat et la controverse sur leurs propres propositions, et donc de mettre en évidence leurs atouts. Par exemple, les finances et les réglementations financières n'ont pas été au cœur du débat ou fait les gros titres de la presse depuis le célèbre discours « Mon ennemi, c'est la finance » de François Hollande lors de la campagne de 2012, alors que les citoyens sont plus que jamais demandeurs de réglementations en la matière et de justice sociale.

Le seul socialiste étant parvenu à définir ses propres priorités et à susciter un débat public autour de ses propositions est Benoît Hamon, lors des primaires socialistes de décembre 2017 et janvier 2018. En défendant l'idée d'un revenu de base, il a placé à l'avant-plan les thématiques du travail, de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, de la robotisation et de l'avenir du travail. Ces thèmes ont fait écho aux craintes et aux préoccupations de nombreuses personnes, et ils l'ont aidé à se positionner comme un candidat nouveau, innovant et proche du peuple, ce qui lui a permis de remporter les primaires. Toutefois, en raison de ses inexactitudes techniques et de son coût considérable, cette proposition est devenue compliquée à porter lors de la campagne de l'élection présidentielle : la plupart des Français s'inquiètent de la dette et des déficits publics, et ils ne voient pas comment mettre en place concrètement un revenu de base dans un futur proche.

L'exemple de Benoît Hamon devrait servir à tous les progressistes, car il montre qu'avec suffisamment d'innovation et en se concentrant sur les priorités des citoyens, il est possible de reprendre la main dans le débat public face aux populistes. Il montre aussi toutefois qu'il ne faut pas le faire aux dépens de la crédibilité, et en particulier de la crédibilité économique, car ce point reste essentiel pour les électeurs de centre-gauche.

Bibliographie

- « Populisme, Contre-populisme », *Actuel Marx*, n° 54, 2013
- « Peuple, populaire, populisme », *Hermès*, n° 42, 2005
- « Les populismes », *Politique et sociétés*, vol. 21 n° 2, 2002

- Cécile Alduy, Stéphane Wahnich, *Marine Le Pen prise aux mots. Décryptage du nouveau discours frontiste*, Paris, Seuil, 2015
- Hans-Georg Betz, *La droite populiste en Europe. Extrême et démocrate ?*, Paris, Autrement-Cevipof, 2004
- Hans-Georg Betz, Stefan Immerfall (éds), *The New Politics of the Right: Neo-Populist Parties and Movements in Established Democracies*, Londres, Macmillan, 1998
- Pierre Birnbaum, *Le peuple et les gros : genèse du populisme*, Paris, Hachette, 2012
- Laurent Bouvet, *Le sens du peuple : la gauche, la démocratie, le populisme*, Paris, Gallimard, 2012
- Nathalie Brack, *L'euroscpticisme au sein du parlement européen. Stratégies d'une opposition anti-système au cœur des institutions*, Promoculture-Larcier, 2014
- Margaret Canovan, *Populism*, Londres, Junctions books, 1981
- Janine Chêne, Olivier Ihl, Éric Vial, Ghislain Waterlot, *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La Découverte, 2003
- Catherine Colliot-Thélène, Florent Guénard (dir.), *Peuples et populisme*, Paris, PUF, 2014
- Annie Collovald, *Le populisme du FN, un dangereux contresens*, Bellecombes-en-Bauge, Éd. du Croquant, 2004
- Christine Couvrat, Joseph Yvon Thériault (dir.), *Les formes contemporaines du populisme*, Montréal, Athéna, 2014
- Pascal Delwit, Philippe Poirier (dir.), *Extrême droite et pouvoir en Europe*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007
- Alexandre Dézé, « Populisme ou l'introuvable Cendrillon. Autour de quelques ouvrages récents », *Revue française de science politique*, 1/2004 (vol. 54)
- Francette Fines, « De l'influence de la crise autrichienne sur l'avenir de l'Union européenne », in *Cinquante ans de droit communautaire. Mélanges en hommage G. Isaac*, Presses de l'université de Toulouse, 2004
- Sergie Gherghina, Sergiu Miçcoiu, Sorina Soare (eds.), *Contemporary Populism: a controversial concept and its diverse forms*, Newcastle, Cambridge Scholars Publishing, 2013
- Paul Hainsworth (ed.), *The Extreme Right in Europe and the USA*, Londres, Pinter, 1994
- Guy Hermet, *Les populismes dans le monde*, Paris, Fayard, 2001
- Michael Kazin, *The Populist Persuasion: An American History*, New York, Basic Books, 1995
- Hanspeter Kriesi, (et al), *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008
- Hanspeter Kriesi, "The Populist Challenge", *West European Politics*, 37(2), 2014
- Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008
- Seymour Martin Lipset, *Political Man*, New York, Doubleday and Co, 1960
- Nonna Mayer, *Ces Français qui votent FN*, Paris, Flammarion, 1999

- Yves Mény, Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple : le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000
- Cas Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007
- Henri Oberdorff, *Libertés fondamentales et droits de l'homme*, Paris, LGDJ, 2013
- Henri Oberdorff, « Le respect des valeurs communes : démocratie, État de droit et respect des droits de l'Homme », in Laurence Potvin- Solis (dir.), *Le statut de l'État membre de l'Union européenne*, Quatorzièmes journées Jean Monet, Caen, 27 novembre 2014
- Norman Pollack, *The Populist Mind*, Indianapolis, Bobbs-Merrill Company, 1967
- Laurence Potvin-Solis (dir.), *Les valeurs communes dans l'Union européenne*, coll. Colloques Jean Monet, Bruylant, 2014
- Pierre-André Taguieff, *L'illusion populiste : de l'archaïque au médiatique*, Paris, Berg International, 2002
- Carlos de la Torre, Cynthia Arnson (eds), *Latin America Populism in the 21st century*, Washington / Baltimore, Woodrow Wilson Center Press/John Hopkins University Press, 2013
- Jean-Pierre Rioux (dir.), *Les populismes*, Paris, Perrin, 2007
- Franco Venturi, *Les intellectuels, le peuple et la révolution : histoire du populisme russe au XIX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1972
- Stéphane Vibert, « Le populisme et les aléas de l'expression démocratique », in Christine Couvrat, Joseph-Yvon Thériault (dir.), *Les formes contemporaines du populisme*, Montréal, Athena, 2014
- Ruth Wodak, Brigitte, Majid KhosraviNik (dir.), *Right-Wing Populism in Europe: Politics and Discourse*, Londres/New York, Bloomsbury Academic, 2013

Ce chapitre a été traduit de l'anglais vers le français par Amandine Gillet.